

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1890-1891.

COMMISSION DES PÉTITIONS DU MOIS DE FÉVRIER.

FEUILLETON AU 10 MARS 1891.

PÉTITIONS SUR LESQUELLES LA COMMISSION A STATUÉ.

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|---|---|
| 1. | 6058. | <p>Par pétition datée de Momignies, le 23 janvier 1891,
Le sieur Meunier, secrétaire communal de Momignies, demande l'abrogation de l'article 14 de la loi du 30 mars 1864 relative à la pension des secrétaires communaux.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.</i></p> |
| 2. | 6062. | <p>Par pétition datée de Forest, le 30 janvier 1891,
Le sieur André Smitz, à Forest, réclame l'intervention de la Chambre pour être dédommagé du préjudice qu'il a subi par suite des récentes inondations.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Finances.</i></p> |
| 3. | 6063.
6089.
6099.
6147.
6125. | <p>Par pétition datée de Lens, le 26 janvier 1891,
Des brigadiers et des gardes-champêtres du canton de Lens prient la Chambre de voter une loi les affiliant à la Caisse de prévoyance des secrétaires communaux ou créant une caisse de pension alimentée par les deniers publics.</p> <p style="text-align: center;">Même demande de brigadiers et de gardes-champê-</p> |

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions.

tres, à Frasnes-lez-Buissenal, à Leuze, à Celles, du canton de Charleroi.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

4. 6064. Par pétition datée de Bovekerke, le 23 janvier 1891,
Le bourgmestre de Bovekerke réclame un subside pour le soulagement des nombreux nécessiteux de cette localité.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

5. 6073. Par pétition datée d'Audenarde, le 16 janvier 1891,
6150. Les président et secrétaire de la section du « Willems-Fonds » d'Audenarde, prient la Chambre de voter une modification qu'ils proposent au paragraphe final de l'article 1^{er} de la loi du 3 mai 1889 relative à l'emploi des langues en matière répressive.

Même demande du président de la section du « Willems-Fonds » de Rupelmonde, des président et secrétaire de la section du « Willems-Fonds » de Tongres.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

6. 6078. Par pétition datée de Gembloux, le 15 janvier 1891,
Les président et vice-président de l'« Association des anciens élèves de l'Institut agricole de l'État », à Gembloux, se plaignent de ce que M. Leyder n'ait pas été nommé directeur de l'Institut.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

7. 6088. Par pétition datée de Gand, le 22 janvier 1891,
6113. Les président et secrétaire du « Snellaertskring » de
6119. Gand demandent la prompte création d'un cours pra-
6122. tique et approfondi de droit pénal en langue néerlandaise à l'université de Gand. Ils demandent en outre
6143. qu'un professeur compétent soit nommé pour donner ce cours.

Même demande des président et secrétaire des Sociétés « Conscience' Vrienden, » à Aaltre; « Zanglust, » à Gand; « Bond van werklieden en burgers »;

Numéros
du
feuilleton

Numéros
du registre des
pétitions.

« de Rodenbach's Vrienden »; de la section du « Davids Fonds », de la société « Nyverheid en Wetenschappen »; du « Vlaamsche Kiezersbond. »

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

8. 6090. Par pétition datée de Moorslede, le 2 février 1891,
Le sieur Ghekiere, à Moorslede, milicien de 1887, renvoyé dans ses foyers pour infirmité contractée au service, sollicite une pension.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.

9. 6093. Par pétition datée de Bertrix, le 3 février 1891,
Le sieur Denis, à Bertrix, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir le paiement du reliquat de la prime due à son fils, engagé comme volontaire avec prime.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.

10. 6098. Par pétition datée de Gand,
Des avocats gantois protestent contre une pétition du « Snellaert' Kring » de Gand, tendant à contester la compétence du professeur de procédure pénale néerlandaise à l'Université de cette ville.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

11. 6100. Par pétition datée de Monceau-sur-Sambre, le
6103. 5 février 1891,
Le sieur Hiernaux, ancien combattant de 1830, à Monceau-sur-Sambre, sollicite un secours.
Même demande du sieur Ballau, à Briquemont.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

12. 6104. Par pétition datée de Wavre, le 6 février 1891,
Le sieur Boisacq, à Wavre, réclame l'intervention de la Chambre pour que les commis de l'administration de l'enregistrement soient aussi favorablement traités que ceux de l'administration des contributions.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Finances.

- | Numéros
du
feuilleton | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|-----------------------------|--|---|
| 13 | 6108. | Par pétition datée de Hornu, le 8 février 1891,
Le sieur Cirjacob, ancien varlet aux mines, à Hornu, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir la restitution des sommes qu'il a versées à la Caisse de prévoyance du charbonnage du « Grand Buisson. »
<i>Décision : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i> |
| 14. | 6127. | Par pétition datée d'Anseghem, le 13 février 1891,
Le sieur Demuynck, à Anseghem, se plaint que le conseil communal de cette localité aurait illégalement procédé à une seconde élection pour la nomination d'un receveur communal.
<i>Décision : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.</i> |
| 15. | 6128. | Par pétition datée de Bruxelles, le 15 février 1891,
Le sieur D'hyedt, ancien chef de dépôt aux chemins de fer de l'État, à Bruxelles, réclame l'intervention de la Chambre, pour obtenir le remboursement des sommes que la Caisse de pension du département des chemins de fer lui aurait indûment retenues.
<i>Décision : Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.</i> |
| 16. | 6130. | Par pétition datée d'Andrimont, le 18 février 1891.
Le sieur Rabier, ancien employé au chemin de fer de l'État, réclame itérativement l'intervention de la Chambre pour obtenir une augmentation de pension ou un secours.
<i>Décision : Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.</i> |
| 17. | 6140. | Par pétition datée de Liège, le 17 février 1891,
Les président et secrétaire de la « Société Liégeoise des pêcheurs à la ligne » proposent des mesures tendant à rendre plus sérieuse la police de la pêche.
<i>Décision : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.</i> |
| 18. | 6141. | Par pétition datée de Bruxelles, le 18 février 1891,
Le sieur Vanderhaeghen, à Bruxelles, se plaint que, |

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

pour assurer une pension à sa femme, le sieur D'hyedt, son beau-frère, subisse une retenue annuelle de 140 francs sur sa pension. Il demande que l'intéressé soit exonéré de cette retenue et qu'il obtienne le remboursement des sommes déjà retenues.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.

19. 6145. Par pétition datée de Releghem, le 15 février 1891,
L'administration communale de Releghem demande l'annulation d'une décision de la députation permanente du Brabant supprimant du budget de cette localité le crédit destiné à rétribuer le sieur Van Mulders, secrétaire communal. Elle demande, en outre, que le sieur Van Mulders soit admis à jouir tout au moins provisoirement du traitement qui lui est alloué.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

20. 6147. Par pétition datée de Liège, le 21 février 1891,
Le sieur Spineux, à Liège, prie la Chambre de statuer sur sa pétition tendant à obtenir des modifications à la loi du 15 août 1854 sur l'expropriation forcée.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

21. 6149. Par pétition datée de Bruxelles, le 19 février 1891,
Le sieur Van Dries, classer des postes, à Bruxelles, nommé par décision ministérielle, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir sa nomination par arrêté ministériel.

Même demande de divers employés de l'administration des postes, à Bruxelles.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.

22. 6153. Par pétition datée de Ramsel, le 23 février 1891,
Le sieur Wouters, instituteur communal en disponibilité pour cause de suppression d'emploi, à Ramsel, demande que la nomination qu'il vient de recevoir soit rapportée et que son traitement d'attente lui soit con-

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions.

servé jusqu'à ce qu'une place devienne vacante à proximité de la commune de Ramsel.

DÉCISION : *Ordre du jour.*

23.

6160.

Par pétition datée de Surice, le 10 février 1891,

Des habitants de Surice demandent la séparation et l'érection en communes distinctes des sections de Rome-denne et de Surice-Lautenne.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

